

VILLE DE FREJUS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

| | |
|-------------------------------|----|
| Effectif du Conseil Municipal | 45 |
| Conseillers en Exercice | 45 |

SEANCE DU
22 JUIN 2016

| | |
|--------------------------------|---------------|
| Télétransmission en Préfecture | |
| Transmission en Préfecture | - 1 JUL. 2016 |
| Date Réception | - 1 JUL. 2016 |

Le vingt-deux juin deux mille seize, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune de FREJUS, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence du Maire, Sénateur du Var, M. David RACHLINE (à la question 1 puis, des questions 3 à 9, 11 à 15 et de la question 23 à la fin) et sous la présidence de M. Richard SERT, Premier Adjoint, (aux questions 2 et 10 et de la question 16 à la question 22).

PRESENTS : M. SERT, M. LONGO*, Mme AULOY*, M. AUREILLE (de la question 1 à 9 et de la question 11 à la fin), Mme LANCINE, M. CHIOCCA, Mme LECHANTEUX, Mme MEUNIER, M. PIPITONE, Mme LAUVARD*, M. BEAUMONT*, M. RENARD, Mme MILIOTI, M. MARCHAND, M. CURTI, M. LAGUETTE, Mme MONTESI, Mme VANDRA, Mme SELVES*, M. SIMON-CHAUTEMPS, Mme MONET, M. BIANCUZZI, Mme MICHEL, Mme CROZET, Mme SAUBIAC (de la question 1 à la question 24), Mme DAUNAY, M. LOYER, Mme RIGAILL, Mme THOLLET-PAYSANT (de la question 1 à la question 8), M. TOSELLO (de la question 1 à la question 8), M. HOUOT (de la question 1 à la question 8), M. CHARLIER DE VRAINVILLE (de la question 1 à la question 8), M. MOUGIN (de la question 1 à la question 8), Mme CAUWEL (de la question 1 à la question 8), Mme THOLLET (de la question 1 à la question 8), Mme DE STEFANO (de la question 1 à la question 8), Mme PLANTAVIN, Mme SOLER.

REPRESENTES : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom :

M. JOLY à M. LONGO, Mme FERRERI à Mme SELVES, M. LATOUCHE à M. BEAUMONT, M. FIHIPALAI à Mme LAUVARD, Mme MERLINO à Mme AULOY.

ABSENTS : M. le Maire (aux questions 2 et 10 puis des questions 16 à 22), M. AUREILLE (à la question 10), Mme SAUBIAC (de la question 25 à la fin), Mme THOLLET-PAYSANT (de la question 9 à la fin), M. TOSELLO (de la question 9 à la fin), M. HOUOT (de la question 9 à la fin), M. DUBOS, M. CHARLIER DE VRAINVILLE (de la question 9 à la fin), M. MOUGIN (de la question 9 à la fin), Mme CAUWEL (de la question 9 à la fin) Mme THOLLET (de la question 9 à la fin), Mme DE STEFANO (de la question 9 à la fin).

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme DAUNAY.

DELIBERATION N° 915

**BUDGET PRINCIPAL
COMPTE ADMINISTRATIF 2015
PRESENTATION – EXAMEN ET ARRETE DES COMPTES**



POUR EXPEDITION
CONFORME

Fréjus, le - 1 JUL. 2016
Le Maire
L'Adjoint délégué,

| | |
|------------------------|---|
| ACTE | |
| PUBLIE LE _____ | AFFICHE DU <u>1 JUIL. 2016</u> |
| NOTIFIE LE _____ | AU <u>1 AOUT 2016</u> |
| CERTIFIE EXECUTOIRE | |
| LE <u>1 JUIL. 2016</u> | Pour le Maire, Le Premier Adjoint  Richard SERT |



Monsieur Richard SERT, Premier Adjoint, expose :

Bilan financier de l'exercice budgétaire, le Compte Administratif exprime les résultats de l'exécution du budget. Il retrace par nature, en dépenses et en recettes, les prévisions et les réalisations dans chacune des deux sections.

Le rapport ci-annexé a vocation à synthétiser et commenter les résultats de l'exercice 2015.

Le vote par le Conseil Municipal du Compte Administratif constitue l'arrêté des comptes.

Ses résultats sont conformes au Compte de Gestion établi par le Trésorier Principal.

De fait,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12, L.2121-14 et L.2121-31,

Vu le compte de gestion 2015 dressé par le Comptable,

Vu le rapport détaillé de présentation du compte administratif,

Il est proposé au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le compte administratif 2015 présentant un résultat de clôture de **7 616 496,33 €** soit

| | |
|-----------------------------------|-----------------------|
| -un excédent de fonctionnement de | 3 318 966,95 € |
| -un excédent d'investissement de | 4 297 529,38 € |

DE CONSTATER pour la comptabilité principale les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice, au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

DE RECONNAITRE la sincérité des restes à réaliser de la section d'investissement comme suit :

| | |
|-------------------------------|-----------------------|
| -en dépenses d'investissement | 3 595 143,04 € |
| -en recettes d'investissement | 128 694,34 € |

D'ARRETER les résultats définitifs du compte administratif 2015 (cumul du résultat d'exécution, des reports de l'exercice n-1 et des restes à réaliser en n+1) de **4 150 047,63 €** soit

| | |
|------------------------------------|-----------------------|
| - un excédent de fonctionnement de | 3 318 966,95 € |
| - un excédent d'investissement de | 831 080,68 € |

1- Equilibre général du budget 2015

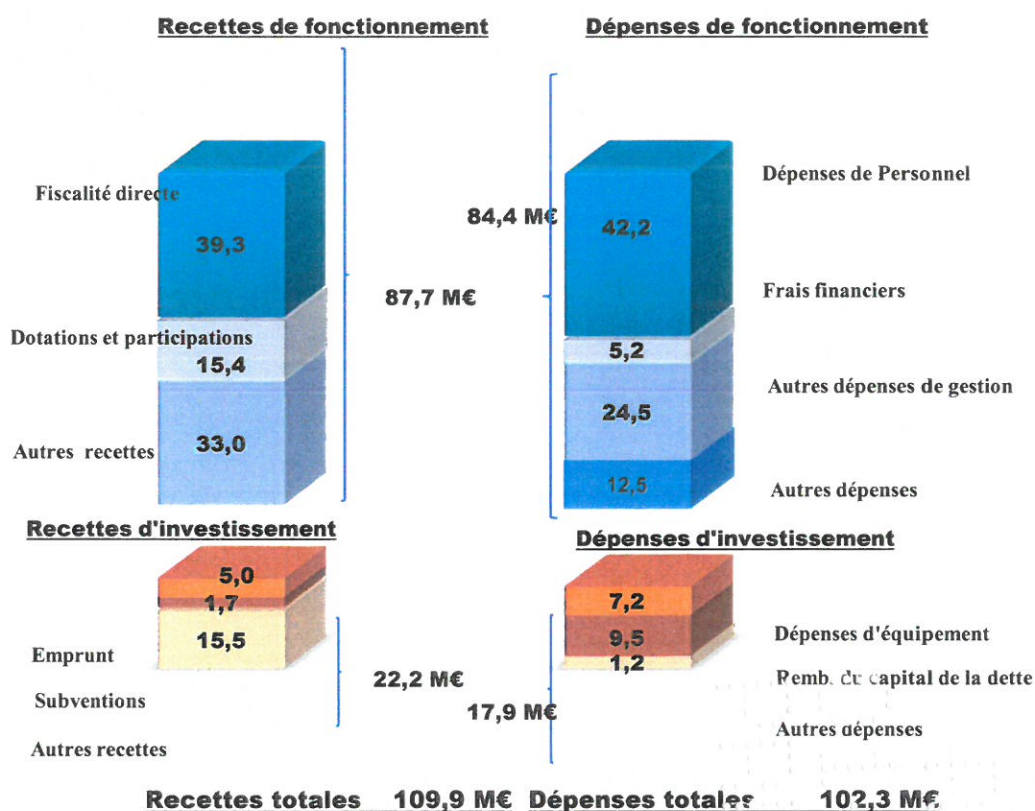
A ce stade de l'analyse, sont prises en compte les réalisations budgétaires de l'exercice (mandats et titres) pour chacune des deux sections.

L'équilibre du budget s'entend du résultat de l'exercice avant prise en compte des restes à réaliser à reporter en n+1.

1-1-Evolution des grands équilibres budgétaires en mouvements réels 2013 à 2015

| | 2013 | 2014 | 2015 | Variation |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-----------|
| Recettes de fonctionnement | 86 459 011 | 85 875 891 | 86 814 458 | |
| Evolution en % | | -0,67 % | +1,09 % | +0,41 % |
| Dépenses de fonctionnement | 74 846 124 | 71 302 378 | 71 880 638 | |
| Evolution en % | | -4,73 % | +0,81 % | -3,96 % |
| Recettes d'investissement hors refinancement de dettes | 25 079 465 | 12 868 564 | 8 522 771 | |
| Evolution en % | | -48,69 % | -33,77 % | -66,12 % |
| Dépenses d'investissement hors refinancement de dettes | 30 189 569 | 16 668 931 | 17 377 071 | |
| Evolution en % | | -44,79 % | +4,25 % | -42,44 % |

1-2-Répartition graphique des réalisations 2015 (réalisations de l'exercice + reports n-1)



Le résultat de l'exercice s'entend des réalisations de l'exercice (mandats et titres) et des reports de l'exercice n-1 respectivement dans les deux sections.

Les résultats d'exécution budgétaires de l'exercice 2015 font apparaître un excédent sur réalisations de 6 079 417,70 €. Ce résultat à l'exécution tant en section de fonctionnement qu'en section d'investissement correspond à la somme des recettes constatées – la somme des dépenses réalisées.

Après intégration des résultats reportés 2014 (1 537 078,63 €), l'excédent de clôture s'établit à 7 616 496,33 €.

1-3- Taux de réalisation en 2015

Les taux de réalisation sont rapportés aux crédits ouverts sur 2015 (budget primitif, décisions modificatives et reports n-1). Ils permettent de mesurer le niveau d'exécution des recettes et des dépenses en mouvements réels par rapport à ces prévisions.

Les taux de réalisations tant en dépenses qu'en recettes portent exclusivement sur

les réalisations budgétaires réelles hors restes à réaliser.

En section de fonctionnement, les réalisations intègrent d'une part les mandats et titres exécutés sur l'exercice, d'autre part les rattachements de dépenses (service fait au 31 décembre de l'exercice) et les recettes (recettes certaines mais non constatées au 31 décembre de l'exercice).

Par ailleurs, les réalisations en recettes de fonctionnement intègrent notamment les produits des cessions d'immobilisations pour un montant de **10 873 503,18 €** sans ouverture de crédits, ce qui explique un niveau d'exécution très largement supérieur aux inscriptions budgétaires. Si ces recettes sont encaissées en fonctionnement, elles sont transférées en totalité en section d'investissement. Elles constituent ainsi des ressources propres qui participent à l'autofinancement de ladite section.

En section d'investissement, les taux de réalisations n'intègrent pas les reports 2015/2016 (dépenses et recettes), les réalisations budgétaires seront exécutées sur l'exercice 2016.

| | Crédits ouverts | Réalisé | Taux / Réalisations |
|-----------------------|------------------------|----------------|----------------------------|
| Dépenses | | | |
| Fonctionnement | 73,0 M€ | 71,9 M€ | 98,49 % |
| Investissement | 22,9 M€ | 17,4 M€ | 75,98 % |
| Recettes | | | |
| Fonctionnement | 73,7 M€ | 86,8 M€ | 117,77 % |
| Investissement | 20,6 M€ | 8,5 M€ | 41,26 % |

En section d'investissement, les crédits ouverts sur l'exercice 2015 en mouvements réels intègrent un montant de cessions d'immobilisations à hauteur de 9 651 077 € au chapitre 024 (chapitre de prévisions exclusivement).

Les cessions d'immobilisations encaissées sont imputées en opération d'ordre, ce qui explique le taux de réalisations relativement faible / prévisions.

1-4-Détermination des Résultats 2015

-En section de fonctionnement, le résultat 2015 s'entend du résultat de l'année, à savoir un excédent brut de **2 874 980,02 €**, corrigé du résultat reporté n-1 à savoir un excédent reporté de **443 986,93 €**, soit un résultat cumulé 2015 excédentaire de **3 318 966,95 €**.

-En section d'investissement, le résultat 2015 est égal au résultat de l'année, à savoir **3 204 437,68 €** corrigé de l'excédent reporté n-1 de **1 093 091,70 €** soit un excédent hors restes à réaliser de **4 297 529,38 €**.

Après intégration des restes à réaliser en investissement qui correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre de recettes au cours de l'exercice, le résultat cumulé 2015 en investissement fait apparaître un excédent de **831 080,68 €**.

L'excédent global s'établit donc à 4 150 047,63 € selon le tableau ci-après :

| FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|------------------------------|--|------------------------------|
| Recettes | 87 298 185,53 | Recettes | 21 065 341,50 |
| Excédent reporté 2014 | 443 986,93 | Solde d'exécution positif 2014 | 1 093 091,70 |
| <u>Recettes totales</u> | <u>87 742 172,46</u> | <u>Recettes totales</u> | <u>22 158 433,20</u> |
| | | | |
| <u>Dépenses totales</u> | <u>84 423 205,51</u> | <u>Dépenses totales</u> | <u>17 860 903,82</u> |
| <u>Résultat de clôture 2015</u> | <u>+ 3 318 966,95</u> | <u>Résultat de clôture 2015</u> | <u>+ 4 297 529,38</u> |
| | | Recettes reportées 2015/2016 | 128 694,34 |
| | | Dépenses reportées 2015/2016 | 3 595 143,04 |
| <u>SOLDE S/RESTES A REALISER</u> | | | |
| <u>RESULTAT CUMULE 2015</u> | <u>+ 3 318 966,95</u> | | <u>= 3 466 448,70</u> |
| | | <u>RESULTAT CUMULE 2015</u> | <u>+ 831 080,68</u> |
| RESULTAT NET GLOBAL | | + 4 150 047,63 | |

2. Résultat du fonctionnement 2015

La section de fonctionnement du compte administratif retrace l'ensemble des opérations courantes et récurrentes sur une année budgétaire.

Elles sont constituées principalement des charges (frais de personnel, intérêts de la dette, subventions aux associations, entretien courant du patrimoine....) et des produits (recettes fiscales, concours de l'Etat, produits des services...).

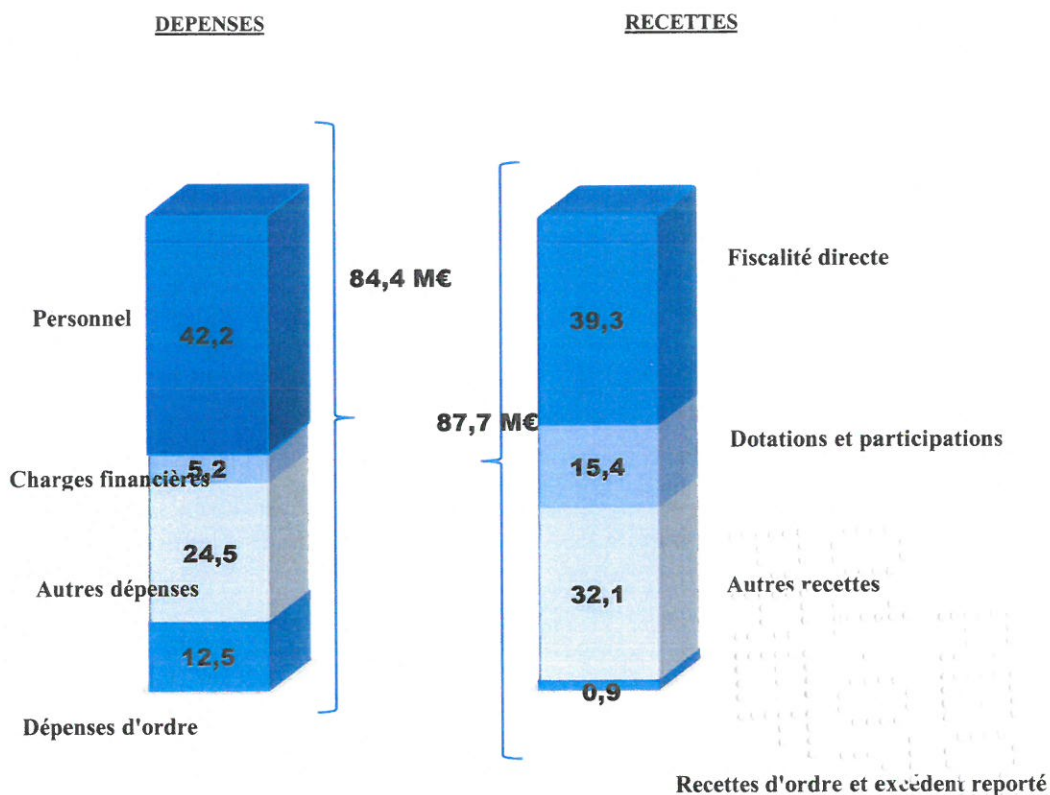
Les écritures budgétaires comprennent des opérations réelles tant en dépenses qu'en recettes qui donnent lieu à des mouvements de fonds lesquelles sont complétées par des opérations d'ordre qui correspondent à des écritures n'impliquant ni décaissement ni encaissement.

En 2015

-Les réalisations en dépenses de fonctionnement (réelles et ordre) s'établissent à 84,4 M€.

-Les réalisations en recettes de fonctionnement (réelles et ordre) s'élèvent à 87,7 M€.

Le graphe ci-dessous reprend les écritures budgétaires en mouvements réels et ordre réalisées sur l'exercice 2015.



2-1-Les Recettes de fonctionnement : 87 742 172,46 €

| | |
|-----------------------|-----------------|
| Recettes réelles | 86 814 353,10 € |
| Recettes d'ordre | 483 832,43 € |
| Excédent reporté 2014 | 443 986,93 € |

2-1-1-Les recettes réelles de fonctionnement : 86 814 353,10 €

Elles sont composées des recettes de gestion des services, des produits financiers et exceptionnels.

| FONCTIONNEMENT | CA 2014 | CA 2015 | Variation |
|--|---------------------|---------------------|------------------|
| 013 Atténuations de charges* | 853 619,16 | 1 978 897,54 | +131,82 |
| 70 Produits des services | 3 384 964,73 | 3 243 903,95 | -4,17 |
| 73 Impôts et Taxes | 50 927 019,1 | 53 478 024,7 | +5,01 |
| 74 Dotations, Subventions et Participations | 15 879 812,4 | 15 460 608,1 | -2,64 |
| 75 Autres Produits de Gestion Courante* | 1 609 651,87 | 1 167 862,52 | -27,45 |
| Recettes de Gestion des Services | 72 655 067,3 | 75 329 296,9 | +3,68 |
| 76-Produits financiers | 995,60 | 718,20 | |
| 77-Produits exceptionnels | 13 219 828,0 | 11 484 337,9 | -13,13 |
| Recettes Réelles Totales | 85 875 891,0 | 86 814 353,1 | +1,09 |

a) Les recettes de gestion des services (75 329 296,92 €)

Les recettes de gestion des services qui regroupent les chapitres 013, 70, 73, 74, 75 progressent de 3,68 % par rapport à 2014. Les réalisations sur l'exercice représentent près de 87% des recettes réelles de fonctionnement.

☞ Chapitre 013 Atténuations de charges 1 978 897,54 € (2% des recettes réelles de fonctionnement)

Ce chapitre regroupe les remboursements sur rémunération du personnel et charges de sécurité sociale.

Les refacturations de charges de personnel concernent les mises à disposition des personnels de la ville auprès d'autres collectivités ou organismes (Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée, Syndicats, Régie du Stationnement, Associations..).

La progression de ce chapitre budgétaire en 2015 provient principalement :

- des refacturations des mises à disposition auprès des associations et ce pour se mettre en conformité avec la réglementation, montant réalisé parallèlement en dépenses sous la forme de subventions : 456 563 €.
- la part salariale /chèques déjeuners (imputée jusqu'en 2014 au chapitre 75) : 559 467 €.

☞ Chapitre 70 Produits des services, du domaine et ventes diverses 3 243 903,95 €

(4% des recettes réelles de fonctionnement)

Cette nature de recettes regroupe les droits d'occupation du domaine public de la commune, les concessions de cimetières, les redevances dues par les concessionnaires des restaurants de plage, les encaissements des régies (Piscines municipales, Ecole de voile, Cantine, Etudes surveillées, Garderies, Centres de Loisirs, Visites guidées des Monuments Historiques, Médiathèque), le remboursement par le CCAS des frais de restauration et portage à domicile des personnes âgées.

| Libellé | CA 2014 | CA 2015 | Variation |
|--|---------------------|---------------------|------------------|
| Ventes de terrains aménagés Port Fréjus 2 | 104 605,84 | | |
| Sous-total Ventes | 104 605,84 | | |
| Concessions de cimetières | 135 121,78 | 76 539,30 | -43,36* |
| Droits d'occupation du domaine public | 829 595,04 | 751 447,72 | -9,42 |
| Redevances des concessions de plage | 458 688,21 | 438 805,21 | -4,33 |
| Régies (Sports, Enfance Petite Enfance...) | 1 345 342,71 | 1 478 157,72 | +9,87 |
| Remboursement de frais CCAS | 511 611,15 | 498 954,00 | -2,47 |
| Sous-total Produits des services | 3 280 358,89 | 3 243 903,95 | -1,11 |

*La variation de 43.36 % s'explique par une baisse des reprises de concessions aux cimetières St Léonce et St Etienne en 2015.

☞ Chapitre 73 Impôts et taxes 53 478 024,79 € (62% des recettes réelles de fonctionnement)

-Les produits des contributions directes (39 331 015 €)

Comme en 2014, le budget 2015 a été construit sur une stabilité des taux d'imposition communaux.

Rappel des taux votés pour 2015

| | |
|-------------------------|---------|
| Taxe d'habitation | 14,34 % |
| Taxe foncière bâtie | 20,45 % |
| Taxe foncière non bâtie | 30,00 % |

Le produit de la fiscalité directe locale constitué de la taxe d'habitation et des deux taxes foncières représente la première ressource du budget communal (45% des recettes réelles de fonctionnement) en progression de **3,45%** soit **+ 1 303 470 €** en valeur par rapport à 2014.

Cette progression de la fiscalité repose uniquement sur la revalorisation nationale des valeurs locatives (+0,9) et la progression physique annuelle des bases de la fiscalité.

| | 2014 | 2015 | Variation |
|----------------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| Bases définitives | | | |
| Habitation | 130 977 496 | 136 960 214 | +4,57 |
| Foncier bâti | 91 823 664 | 94 010 154 | +2,38 |
| Foncier non bâti | 588 683 | 583 053 | -0,96 |
| Produits définitifs | | | |
| Habitation | 18 782 173 | 19 640 095 | |
| Foncier bâti | 18 777 939 | 19 225 076 | |
| Foncier non bâti | 176 605 | 174 916 | |
| | 37 736 717 | 39 040 087 | +3,45 |

Le montant des encaissements au titre des rôles supplémentaires s'élève en 2015 à 290 928 €. Ce qui porte le produit définitif des contributions directes à 39 331 015 € (soit +3,77 % par rapport au réalisé 2014).

-Les autres impôts et taxes (14 147 009,79 €)

| Libellé | CA 2014 | CA 2015 | Variation |
|---|----------------------|----------------------|--------------|
| Taxe additionnelle sur les droits de mutation | 2 705 892,36 | 3 583 766,00 | +32,44 |
| Attribution de compensation CAVEM | 5 387 284,84 | 5 387 284,84 | |
| Droits de place | 717 555,56 | 722 909,17 | +0,75 |
| Droits de stationnement | 63 894,00 | 56 528,05 | -11,52* |
| Frais de fourrière | 124 372,98 | 170 472,51 | +37,07 |
| Taxe sur l'électricité | 1 448 740,09 | 1 319 495,85 | -8,92 |
| Taxe de séjour | 1 233 620,07 | 1 226 993,21 | -0,54 |
| Prélèvement sur les produits de jeux dans les casinos | 916 477,74 | 1 067 196,75 | +15,45 |
| Taxe locale sur la publicité extérieure | 425 403,49 | 612 363,41 | +43,95 |
| | 13 023 241,13 | 14 147 009,79 | +8,63 |

*La diminution des droits de stationnement s'explique par une baisse des recettes encaissées en 2015 pour le parking de Villepey qui impacte le bénéfice d'exploitation de ce dernier comme suit :

Saison 2014 : recettes 94 640 € - dépenses 32 693,81 € soit un bénéfice d'exploitation de 61 956,19 €.

Saison 2015 : recettes 89 485 € - dépenses 32 913,14 € soit un bénéfice d'exploitation de 56 571,86 €.

La progression sur cette nature de recettes provient principalement de la taxe additionnelle sur les droits de mutation indexée sur le nombre et le montant des transactions immobilières à titre onéreux réalisées sur le territoire communal. Après plusieurs années consécutives de baisse, l'année 2015 est marquée par une progression significative de cette recette constatée sur le second semestre 2015.

☞ Chapitre 74 Dotations, subventions et participations 15 460 608,12 €
(18% des recettes réelles de fonctionnement)

-Les dotations de l'Etat (13 729 902 €)

L'année 2015 est marquée par l'amplification de la baisse des dotations que les collectivités locales reçoivent de l'Etat. Ainsi le principal concours financier, la dotation globale de fonctionnement enregistre un recul de **12,85 %**.

En 2015, la contribution de la commune au redressement des finances publiques est de **1 493 063 €** contre **683 120 € en 2014 (+118,56%)**.

En 2015, la commune a été éligible à la dotation de solidarité urbaine, éligibilité qu'elle avait perdue en 2013.

| Libellé | CA 2014 | CA 2015 | Variation |
|-----------------------------------|----------------------|----------------------|---------------|
| Dotation forfaitaire | 11 392 955,00 | 9 928 799,00 | -12,85 |
| Dotation nationale de péréquation | 1 484 897,00 | 1 558 653,00 | +4,97 |
| Dotation de solidarité urbaine | | 772 012,00 | |
| Compensations fiscales | 1 364 935,00 | 1 470 438,00 | +7,73 |
| Autres dotations | 11 723,00 | | |
| | 14 254 510,00 | 13 729 902,00 | -3,68% |

-Les subventions et participations (1 730 706,12 €)

| Libellé | CA 2014 | CA 2015 | Variation |
|---|---------------------|---------------------|--------------|
| Fonds d'amorçage /Rythmes scolaires | 220 000,00 | 159 500,00 | -27,50 |
| Participations Etat / Elections / Recensement | 37 859,20 | 77 114,14 | +103,69 |
| Participations CAF / Enfance Jeunesse | 1 319 943,29 | 1 434 991,98 | +8,72 |
| Autres subventions | 47 500,00 | 59 100,00 | +24,42 |
| | 1 625 302,49 | 1 730 706,12 | +6,49 |

☞ Chapitre 75 Autres produits de gestion courante 1 167 862,52 €
(1% des recettes réelles de fonctionnement)

En 2015, les encaissements sur ce poste de recettes baissent de 27,45 %. Cette baisse s'explique par l'imputation de la part salariale des chèques / déjeuner sur une autre nature de recettes (chapitre 013 –atténuations de charges). La progression nette est donc de 1,62 % / 2014.

| Libellé | CA 2014 | CA 2015 | Variation |
|---|---------------------|---------------------|---------------|
| Revenus des immeubles* | 653 754,90 | 571 301,82 | -12,61* |
| Part salariale Tickets Restaurant | 460 473,00 | | |
| Redevances diverses DSP Restauration Affermage du Port de Fréjus... | 495 423,97 | 596 560,70 | +20,41 |
| | 1 609 691,87 | 1 167 862,52 | -27,45 |

*La baisse des revenus des immeubles se justifie notamment par des résiliations de

baux (Centre de Formation des Apprentis, Association pour la Formation Professionnelle des Adultes...).

b) **Autres recettes réelles (11 485 056,18 €)**
(13 % des recettes réelles de fonctionnement)

☞ **Chapitre 76 Produits financiers 718,20 €**

Les produits financiers proviennent des intérêts des parts sociales (1 900) souscrites auprès de la Société Locale du Sud -Est du Var, détentrice de parts de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur (délibération n°2364 du 2 mai 2000).

☞ **Chapitre 77 Produits exceptionnels 11 484 337,98 €**

-Produits exceptionnels divers (610 834,80 €)

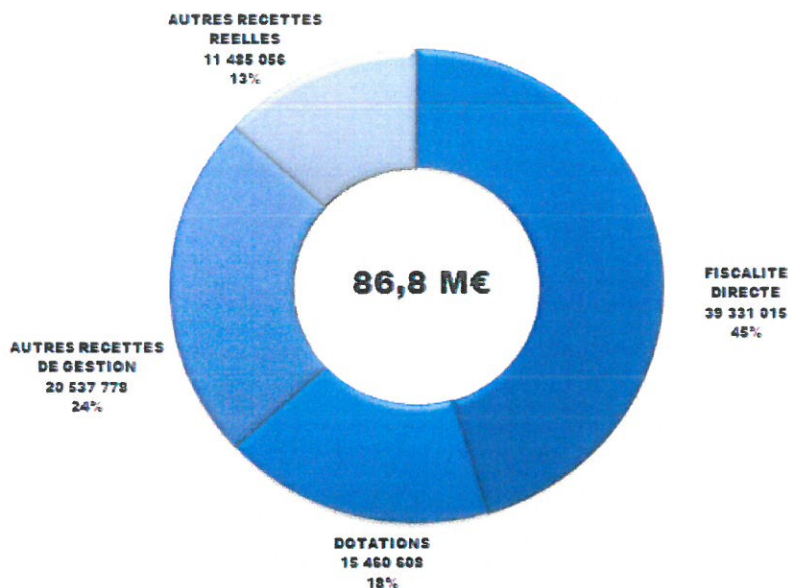
Sont encaissés au compte budgétaire 777 principalement les participations des communes au titre des dérogations scolaires (année scolaire 2014/2015), les dégrèvements fiscaux (taxe foncière), les redevances archéologiques. Le montant de ces encaissements s'élève pour 2015 à 201 455,61 €.

Les autres recettes exceptionnelles (indemnités versées suite à des jugements, astreintes, avoirs sur factures...) varient d'un exercice à l'autre. Pour l'année 2015, elles s'élèvent à la somme de 409 379,19 €.

-Produits des cessions d'immobilisations (10 873 503,18 €)

| | |
|--|----------------|
| -rétrocessions d'appartements à ERILIA | 836 300,00 € |
| -cessions des terrains | |
| -Kaufmann et Broad | 3 285 735,56 € |
| -Pitch Promotion | 3 311 248,46 € |
| -Vinci Immobilier Résidentiel | 2 957 546,84 € |
| -autres ventes | 482 672,32 € |

Ces recettes encaissées au compte 775 en section de fonctionnement sont transférées par opérations d'ordre en section d'investissement et participent en totalité au financement des dépenses de ladite section.



2-1-2-Les recettes d'ordre de fonctionnement : 483 832,43 €

Il s'agit des moins-values constatées sur les cessions d'immobilisations réalisées sur cet exercice budgétaire, montant que l'on retrouve en écriture d'ordre en dépenses d'investissement.

2-1-3-L'excédent de fonctionnement reporté n-1 : 443 986,93 €

L'excédent reporté correspond à l'affectation du résultat de fonctionnement 2014 en report à nouveau créditeur repris au budget supplémentaire 2015.

2-2 Les Dépenses de fonctionnement : 84 423 205,51 €

| | |
|------------------|-----------------|
| Dépenses réelles | 71 880 637,88 € |
| Dépenses d'ordre | 12 542 567,63 € |

2-2-1-Les dépenses réelles de fonctionnement : 71 880 637,88 €

Regroupant les charges de personnel, les subventions et participations versées par la collectivité, ainsi que les charges liées à la structure et à l'activité des services, les dépenses réelles de fonctionnement s'établissent en 2015 à 71,9 M€ contre 71,3 M€ en 2014 en progression de 0,81 %.

| | 2014 | 2015 | Variation |
|--|---------------------|---------------------|---------------|
| 011 Charges à caractère général | 17 109 030,0 | 16 950 213,0 | -0,93 |
| 012 Charges de personnel et frais assimilés | 42 051 475,8 | 42 201 705,0 | +0,36 |
| 014 Atténuations de produits | 1 234 022,07 | 1 520 414,61 | +23,21 |
| 65 Autres charges de gestion courante | 4 979 018,84 | 5 510 965,83 | +10,68 |
| Dépenses de Gestion des Services | 65 373 546,7 | 66 183 298,5 | +1,24 |
| 66 Charges financières | 5 608 544,67 | 5 236 117,70 | -6,64 |
| 67 Charges exceptionnelles | 320 287,09 | 461 221,68 | +44,00 |
| TOTAL GENERAL | 71 302 378,4 | 71 880 637,8 | +0,81 |

a) Les dépenses de gestion des services (66 183 298,50 €)

Dans un contexte d'atonie des recettes, la collectivité a poursuivi sa démarche de rationalisation des charges de fonctionnement commencée dès le budget 2014. Elle s'appuie sur une gestion des services publics optimisée (mutualisation, maîtrise des effectifs, effets induits sur le poste « achats » notamment en fournitures et petits matériels), et en parallèle sur la maîtrise accrue de ses charges.

| | 2014 | 2015 | Variation |
|--|---------------------|---------------------|---------------|
| 011 Charges à caractère général | 17 109 030,0 | 16 950 213,0 | -0,93 |
| 012 Charges de personnel et frais assimilés | 42 051 475,8 | 42 201 705,0 | +0,36 |
| 014 Atténuations de produits | 1 234 022,07 | 1 520 414,61 | +23,21 |
| 65 Autres charges de gestion courante | 4 979 018,84 | 5 510 965,83 | +10,68 |
| Dépenses de Gestion des Services | 65 373 546,7 | 66 183 298,5 | +1,24 |

☞ Chapitre 011 Charges à caractère général 16 950 213,02 €
(24% des dépenses réelles de fonctionnement)

En 2014, l'effort entrepris en matière de charges courantes a permis de réduire très sensiblement ce poste de dépenses soit une baisse de 6,24 % par rapport à 2013.

En 2015, la démarche d'économie a été poursuivie alors même que certains postes continuent d'évoluer de manière systématique d'un exercice sur l'autre (Fluides, primes d'assurance, actualisation des marchés en cours d'exécution...). Si en 2015, la baisse est moins significative, la maîtrise de ce poste budgétaire demeure une priorité.

| | 2014 | 2015 | variation |
|--|--------------------|--------------------|---------------|
| Nature 60611 et 60612 / Eau et Electricité | 2 803 574,8 | 2 832 864,1 | +1,04 |
| Nature 60622 / Carburants | 340 361,48 | 273 392,78 | -19,68 |
| Nature 606 / Autres Achats et Fournitures | 1 340 080,5 | 1 474 761,3 | +10,05 |
| Nature 611 / Contrats et prestations de services (Restauration scolaire et municipale, Feux d'artifice, Marché ODEL, DALKIA...) | 3 821 603,8 | 3 994 178,3 | +4,52 |
| Nature 613 / Locations immobilières et mobilières (locations copieurs, sanisettes, engins, marché de réservation de berceaux + occupation domaine public maritime + prises à bail de locaux + location de structures légères...). | 1 096 838,7 | 1 185 316,9 | +8,07 |
| Nature 615 / Entretien et maintenance (Bâtiments, voirie, éclairage public, espaces verts...) | 2 960 876,2 | 2 479 718,2 | -16,25 |
| Nature 616 / Primes d'assurances | 424 633,08 | 538 525,42 | +26,82 |
| Nature 6188 / Autres frais divers (Marchés Ecole de Musique, Illuminations de Noël, Balisage des plages,...) | 1 994 905,8 | 1 913 052,6 | -4,10 |
| Autres charges (Frais d'actes et de contentieux, transports collectifs, taxes foncières...). | 2 326 155,2 | 2 258 403,1 | -2,91 |
| TOTAL GENERAL | 17 109 030, | 16 950 213, | -0,53 |

**☞ Chapitre 012 Charges de personnel et assimilées 42 201 705,04 €
(59% des dépenses réelles de fonctionnement)**

Les réformes structurelles notamment organisationnelles mises en place ont permis une stabilisation des frais de personnel. Cette démarche d'optimisation engagée l'a été sans remettre en cause la politique sociale en faveur des employés communaux.

Des éléments externes (Cotisations retraite, URSSAF et IRCANTEC, mesures nationales de reclassement, frais liés aux élections) ou automatiques (évolutions d'échelons notamment) continuent cependant à peser sur les dépenses de personnel.

Par ailleurs, en 2015, la réforme des rythmes scolaires produit pour la première fois ses effets en année pleine, avec un impact en personnel estimé autour de 400 000 €. Ce surcout associé aux effets du GVT, alors même que les dépenses de personnel restent globalement stables, traduit l'effort extrêmement important de la collectivité sur cet exercice pour rationaliser ces charges.

Ce poste budgétaire regroupe :

| | |
|--|-------------------------------|
| -charges de personnel | 40 834 487,00 € |
| -marché des chèques-déjeuners | 1 133 934,00 € (pour 11 mois) |
| -médecine du travail et autres charges | 233 284,04 € |

☞ Chapitre 014 Atténuations de produits 1 520 414,61 €

(2% des dépenses réelles de fonctionnement)

Sont imputés sur ce chapitre

- versements de la taxe de séjour 2015 à l'Office Municipal du Tourisme (1 116 208,99 €) et au Département du Var (124 023,22 €),
- montant de la pénalité au titre de l'article 55 de la loi SRU 215 195,65 €,
- versements divers 64 986,75 €

☞ Chapitre 65 Autres charges de gestion courante 5 510 965,83 €

(7% des dépenses réelles de fonctionnement)

La progression de ce chapitre (+10,68 %) s'explique par l'attribution de subventions aux associations au titre des mises à disposition des personnels de la collectivité en conformité avec la réglementation en vigueur, montant équivalent encaissés en recettes.

-Subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes (4 354 863 €)

| | 2014 | 2015 | Variation |
|---|---------------------|---------------------|---------------|
| Subventions de fonctionnement | 2 848 262,00 | 2 830 300,00 | |
| Subvention (mise à disposition des personnels) | | 456 563,00 | |
| Sous-total | 2 848 262,00 | 3 276 863,00 | +15,40 |
| Subvention de fonctionnement au CCAS | 648 000,00 | 648 000,00 | |
| Subvention de fonctionnement à l'OMT | 424 000,00 | 430 000,00 | |
| Sous-total | 1 072 000,00 | 1 078 000,00 | +0,56 |
| TOTAL | 3 920 262,00 | 4 354 863,00 | +11,34 |

-Autres dépenses de gestion courante (1 156 102,83 €)

Sont imputées sur ce poste de dépenses :

| | |
|-----------------------------------|--------------|
| -admissions en non valeurs | 96 971,88 € |
| -participations aux syndicats | |
| -SIVOM des Adrets | 19 908,33 € |
| -SIMPF | 100 639,40 € |
| -Littoral Varois | 3 197,88 € |
| -autres participations | |
| -Stanislas | 141 416,88 € |
| -autres | 102 236,82 € |
| -indemnités et formation des élus | 692 731,64 € |

b) Les autres dépenses réelles (5 697 339,38 €)
 (8% des dépenses réelles de fonctionnement))

☞ Chapitre 66 Charges financières 5 236 117,70 €

Globalement, les charges financières diminuent de 6,64 % par rapport à 2014.

Les autres frais financiers imputés sur ce chapitre intègrent les intérêts payés sur 2015 au titre des lignes de crédit de trésorerie. En 2015, deux lignes de trésorerie ont été contractées auprès du Crédit Agricole et de la Caisse d'Épargne pour un montant total de 8 500 000 €. En fin d'exercice, l'encours adossé sur ces lignes de trésorerie a été remboursé en totalité.

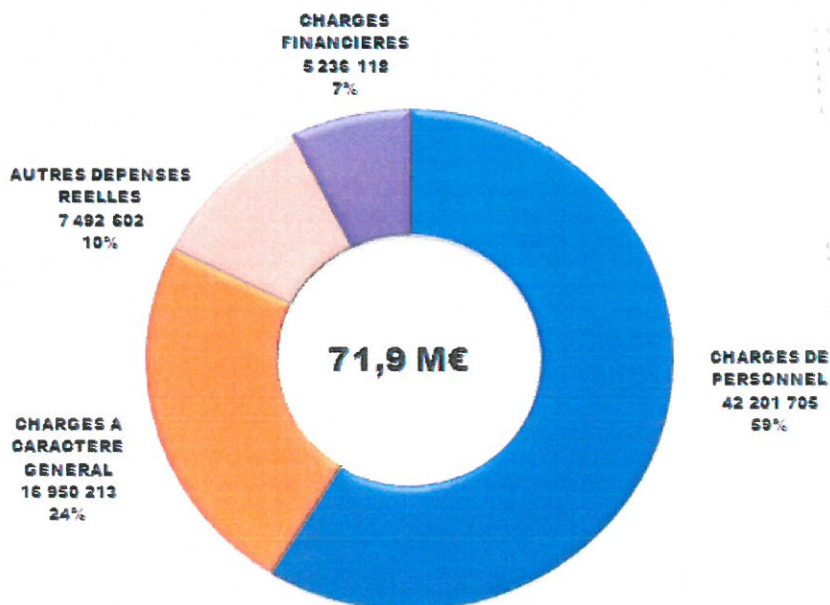
Le tableau ci-après récapitule les réalisations par nature de dépenses.

| | 2014 | 2015 | Variation |
|---|---------------------|---------------------|---------------|
| Intérêts réglés à échéances | 4 906 755,61 | 5 546 062,70 | +13,03 |
| Intérêts - Rattachement des ICNE | 574 213,46 | -373 067,35 | |
| Sous-total | 5 480 969,07 | 5 172 995,35 | -5,62 |
| Autres frais financiers | 127 575,60 | 63 122,35 | -50,52 |
| TOTAL | 5 608 544,67 | 5 236 117,70 | -6,64 |

☞ Chapitre 67 Charges exceptionnelles 461 221,68 €

Les dépenses imputées sur ce poste budgétaire concernent :

- les annulations de titres sur exercices antérieurs 398 034,64 €
- autres (congrés bonifiés, commissions chèques étrangers) 63 187,04 €



2-2-2-Les dépenses d'ordre de fonctionnement : 12 542 567,63 €

-Dotations aux amortissements et aux provisions

1 185 232,02 €

-Ecritures Cessions d'immobilisations

11 357 335,61 €

3. Résultat d'investissement 2015

La section d'investissement enregistre les dépenses et les recettes qui participent aux opérations de valorisation du patrimoine communal.

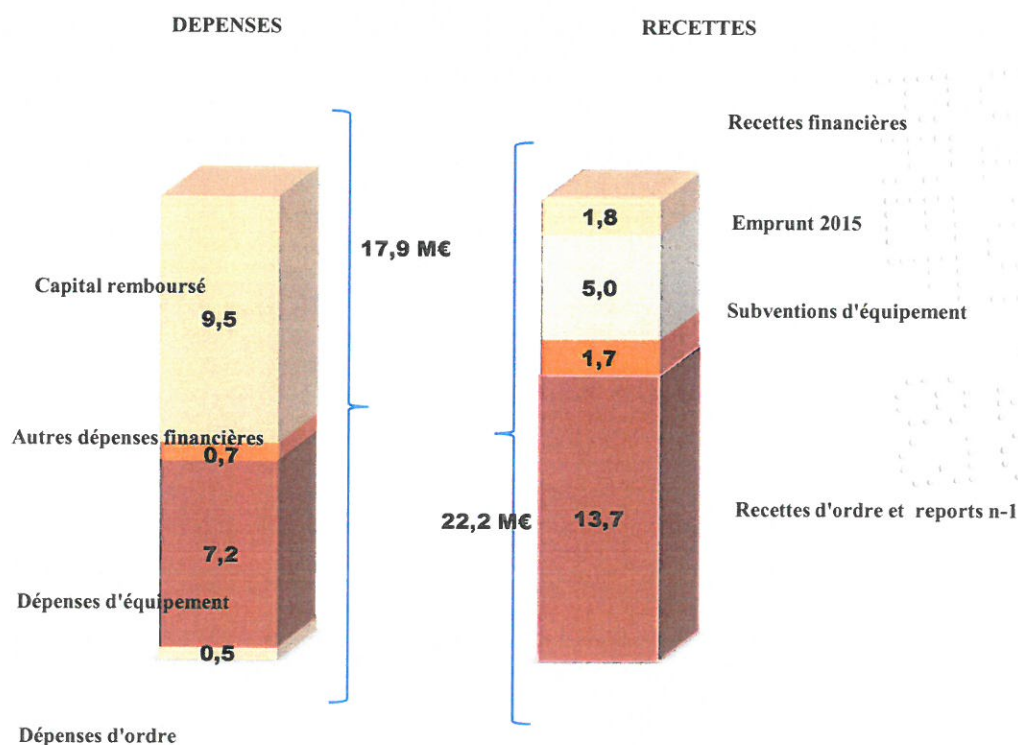
En 2015

☞ Les réalisations en dépenses d'investissement s'établissent à 17,9 M€

☞ Les réalisations en recettes d'investissement s'élèvent à 22,2 M€

Comme pour la section de fonctionnement, la section d'investissement comprend des opérations réelles et des opérations d'ordre.

EQUILIBRE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT



3-1-Les Dépenses d'investissement : 17 860 903,82 €

| | |
|------------------|-----------------|
| Dépenses réelles | 17 377 071,39 € |
| Dépenses d'ordre | 483 832,43 € |

Lors du vote du budget primitif, la ville a fait le choix de poursuivre son désendettement à travers des emprunts nouveaux au montant inférieur au remboursement du capital de la dette.

En 2015, le montant du remboursement de la dette en capital s'est élevé à 9,5 M€. La dette nouvelle figurant au compte administratif a été arrêtée à la somme de 5 M€. Le désendettement net en 2015 est donc de près de 4,5M€.

Parallèlement, une politique raisonnée de sorties d'actifs immobiliers ne représentant pas d'intérêt stratégique a été poursuivie sur cet exercice.

3-1-1-Les dépenses réelles d'investissement : 17 377 071,39 €

Les dépenses réelles d'investissement qui regroupent les chapitres 20, 21, 23, 16, 26 progressent (hors refinancement de dettes) de 4,25 % par rapport à 2014.

| | 2014 | 2015 | Variation |
|---|---------------------|---------------------|---------------|
| 20 Immobilisations incorporelles | 56 593,73 | 94 066,22 | +66,21 |
| 204 Subventions Equipements versées | 5 000,00 | 8 642,00 | +72,84 |
| 21 Immobilisations corporelles | 1 763 077,61 | 2 536 146,08 | +43,85 |
| 23 Immobilisations en cours | 3 370 904,11 | 3 778 515,25 | +12,09 |
| Opérations d'Equipement | 2 607 679,00 | 796 289,22 | -69,46 |
| Total des dépenses d'équipement | 7 803 254,45 | 7 213 658,77 | -7,5€ |
| 10 Dotations, Fonds et Réserves | | 163 254,00 | |
| 13 Subventions d'investissement reçues | | 399 327,98 | |
| 16 Emprunts et Dettes Assimilées* | 41 091 768,4 | 9 488 330,64 | |
| Remboursement du capital de la dette | 8 651 610,55 | 9 482 324,59 | +9,60 |
| Refinancement de dettes | 32 426 092,0 | | |
| Dépôts et cautionnements reçus | 14 065,84 | 6 006,05 | |
| 26 Participations et créances rattachées | 200 000,00 | 112 500,00 | |
| Total des dépenses financières | 41 291 768,4 | 10 163 412,6 | |
| TOTAL GENERAL | 49 095 022,8 | 17 377 071,3 | +64,61 |
| TOTAL GENERAL HORS REFINANCEMENT DE DETTES | 16 668 930,8 | 17 377 071,3 | +4,25 |

a) **Les dépenses d'équipement (7 213 658,77 €)**

Les dépenses budgétées aux comptes 20, 21 et 23 représentent les investissements directs de la collectivité et contribuent à l'enrichissement de son patrimoine.

☞ **Chapitre 20 Immobilisations incorporelles 94 066,22 €**

Il s'agit des études effectuées en vue de la réalisation d'investissements structurants, les concessions et droits similaires, brevets et licences.

☞ **Chapitre 204 Subventions d'équipements versées 8 642,00 €**

Sont imputées sur ce chapitre budgétaire, les subventions allouées au titre des ravalements des façades des immeubles situés au Centre ville.

☞ **Chapitre 21 Immobilisations corporelles 2 536 146,08 €**

Ce chapitre budgétaire intègre les acquisitions foncières, les aménagements et agencements divers, les acquisitions de matériels et mobiliers administratifs.

| | | |
|------------|--|--------------|
| Nature 211 | acquisitions de parcelles et terrains de voirie | 33 000,00 |
| Nature 213 | acquisitions d'appartements à la Gabelle par voie de préemption | 1 141 714,01 |
| Nature 215 | renouvellement mobiliers urbains, outillages techniques, | 774 512,53 |
| Nature 218 | extincteurs, engins techniques, renouvellement matériels de transport, matériels sportifs, mobiliers administratifs et informatiques | 586 919,54 |

☞ **Chapitre 23 Immobilisations en cours 3 778 515,25 €**

-nature 2312 Travaux réalisés sur les terrains de sport 94 968,60 €

-nature 2313 Travaux de réhabilitation du patrimoine bâti

-bâtiments sportifs 371 545,97 €

-bâtiments scolaires 208 316,66 €

-autres bâtiments 455 904,75 €

-nature 2315 Travaux de renforcement des réseaux

-réseau pluvial 201 162,14 €

-voirie, trottoirs 1 313 452,01 €

-éclairage public 622 371,08 €

-autres 509 181,24 €

-nature 2316 Valorisation des vestiges archéologiques

1 612,80 €

☞ **Opérations individualisées d'équipement**

796 289,22 €

-Aménagement du Quartier de Port Fréjus Nord 717 401,22 €

-Mise en Sécurité du Reyran Canalisé 37 788,00 €

-Mise Hors d'Eau Zone de la Palud 41 100,00 €

b) Les dépenses financières (10 163 412,62 €)

☞ Chapitre 10 Dotations, fonds et réserves 163 254,00 €

-Dégrèvement / Taxe d'aménagement 163 254,00 €

☞ Chapitre 13 Subventions d'investissement reçues 399 327,98 €

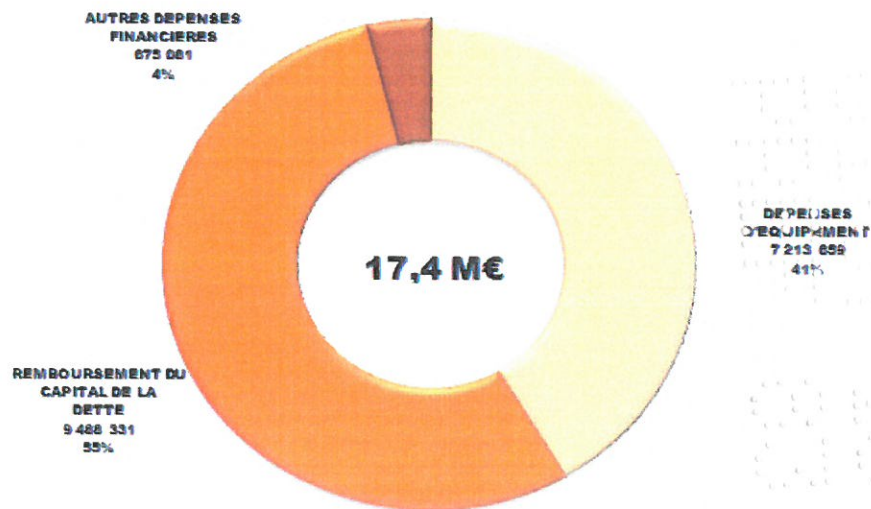
-Reversement Subventions CAVEM (Plan de Sauvegarde) 399 327,98 €

☞ Chapitre 16 Emprunts et dettes assimilées 9 488 330,64 €

- Remboursement du capital de l'année 9 482 324,59 €
- Dépôts et cautionnements reçus 6 006,05 €

☞ Chapitre 26 Participations et créances rattachées 112 500,00 €

-nature 261 Participation de la commune au capital social
-SPL Azur Environnement 112 000,00 €
-SPL Mistral Azur 500,00 €



3-1-2-Les dépenses d'ordre d'investissement : 483 832,43 €

Il s'agit des moins-values constatées sur les cessions d'immobilisations réalisées sur cet exercice budgétaire, montant que l'on retrouve en écriture d'ordre en recettes de fonctionnement.

3-2-Les recettes d'investissement : 22 158 433,20 €

| | |
|-----------------------------------|-----------------|
| Recettes réelles | 8 522 773,87 € |
| Recettes d'ordre | 12 542 567,63 € |
| Solde d'exécution positif reporté | 1 093 091,70 € |

3-2-1-Les recettes réelles d'investissement : 8 522 773,87 €

| | 2014 | 2015 | Variation |
|---|----------------------|--------------------|------------------|
| 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés | 7 302 556,80 | | |
| 13 Subventions d'investissement reçues | 2 768 315,61 | 1 718 403,9 | -37,93 |
| 16 Emprunt et dettes assimilées | 32 438 356,50 | 5 001 802,7 | -84,58 |
| 10 Dotations, Fonds divers et réserves | 2 785 427,24 | 1 802 567,2 | -35,29 |
| 27 Autres immobilisations financières | | | |
| TOTAL GENERAL | 45 294 656,15 | 8 522 773,8 | -81,18 |
| TOTAL GENERAL HORS REFINANCEMENT DE DETTES | 12 868 564,14 | 8 522 773,8 | -33,77 |

☞ Chapitre 13 Subventions d'investissement reçues 1 718 403,91 €

-nature 1321 Subventions d'équipement Etat

| | |
|-----------------------------|--------------|
| -ETAT / Inondations | 250 439,41 € |
| -ANRU / Ecole Giono (solde) | 245 864,00 € |
| -ETAT/ Médiathèque | 20 436,00 € |

-nature 1322 Subventions d'équipement Région

-Région / Acquisitions foncières

21 008,00 €

-nature 1328 Autres Subventions d'équipement

-Participations PUP (Chemin de la Montagne) 408 137,50 €

-nature 1342 Amendes de Police

-Produits des Amendes de Police 772 519,00 €

☞ Chapitre 16 Emprunts et dettes assimilées 5 001 802,75 €

-nature 1641 Emprunts

5 000 000,00 €

-Emprunt globalisé 2015

-nature 165 Dépôts et cautionnements reçus

-cautions versées pour les prêts de matériels, locations 1 802,75 €

☞ Chapitre 10 Dotations, Fonds divers, et réserves 1 802 567,21 €

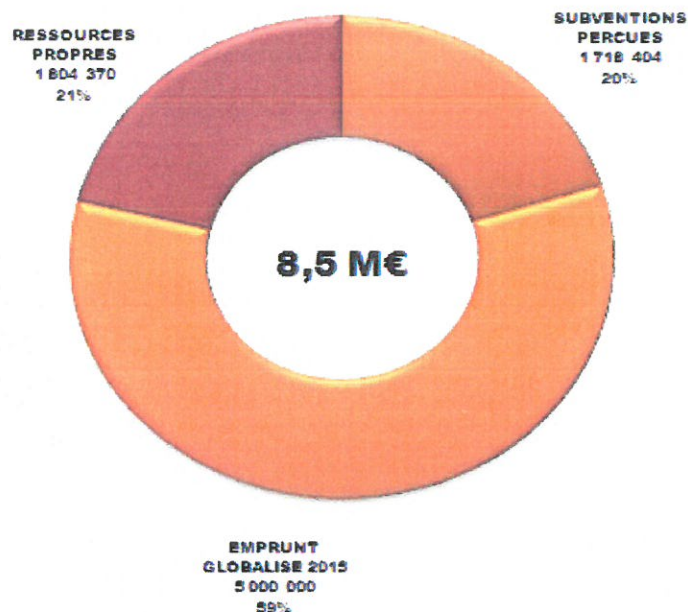
-nature 10222 Fonds de Compensation de la TVA

(au titre des investissements payés en 2014)

1 029 748,00 €

-nature 10226 Taxes d'Aménagement

772 819,21 €



3-2-2-Solde d'investissement positif reporté n-1 : 1 093 091,70 €

Le solde d'investissement correspond au résultat d'investissement après prise en compte du besoin de financement de la section à la clôture de l'exercice 2014 et prise en compte des restes à réaliser (dépenses et recettes) 2014/2015, au moment de l'intégration de ces résultats au budget supplémentaire 2015.

3-2-3-Les recettes d'ordre d'investissement : 12 542 567,63 €

- Dotations aux amortissements et aux provisions
1 185 232,02 €
- Ecritures Cessions d'immobilisations
11 357 335,61 €

5. La dette de la collectivité en 2015

Au 31 décembre 2015, la dette de la ville était composée de 68 emprunts pour un capital restant dû de 130,4 M€ dont :

- 67 emprunts bancaires auprès de 6 établissements prêteurs pour un montant de 125,4 M € contre 134,9 M€ fin 2014 soit un recul de 7,03 %. Ce recul est lié à la politique de désendettement engagée dès le vote du budget 2014 lequel a été construit sans dette nouvelle.
- 1 emprunt mobilisé en 2015 pour un montant de 5 M€ contracté auprès du Crédit Foncier, emprunt destiné à financer les dépenses d'investissement réalisées sur l'exercice budgétaire (durée 20 ans, échéances trimestrielles, taux fixe 2,85 %).

Le tableau permet d'afficher l'évolution de la structure de l'encours de dette entre 2014 et 2015.

| DETTE CONSOLIDEE | 31/12/2014 | 31/12/2015 | EVOLUTION |
|-------------------------------|--------------------|--------------------|------------------|
| Niveau de la dette | 134 900 437 | 130 418 111 | -3,32 % |
| Taux moyen de la dette | 4,01 | 3,89 | |
| Durée de vie moyenne | 11,59 | 11,12 | |

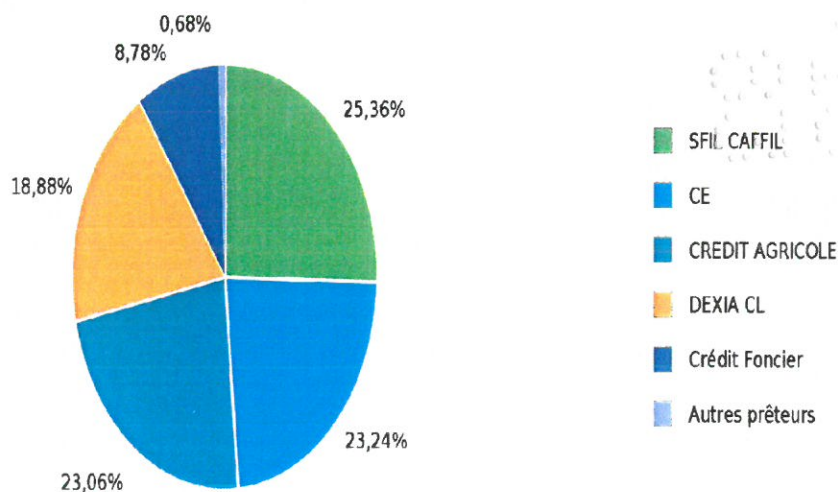
-Le taux moyen est fonction de la durée résiduelle de la dette et du niveau des taux de la période

-La durée de vie moyenne correspond à la durée nécessaire du remboursement de la moitié du capital restant dû de la dette compte tenu de son amortissement.

5-1- La dette par établissements prêteurs

La diversification de la dette par établissements bancaires assure un bon équilibre dans la répartition de l'encours.

| REPARTITION DE LA DETTE PAR ETABLISSEMENTS PRETEURS | CRD | % du CRD |
|--|----------------------|-----------------|
| SFIL CAFFIL | 33 077 822 € | 25,36 % |
| CAISSE D'EPARGNE | 30 311 614 € | 23,24 % |
| CREDIT AGRICOLE | 30 068 435 € | 23,06 % |
| DEXIA CL | 24 623 521 € | 18,88 % |
| CREDIT FONCIER DE FRANCE | 11 455 366 € | 8,78 % |
| AUTRES PRETEURS | 881 353 € | 0,68 % |
| | 130 418 111 € | 100,00 % |



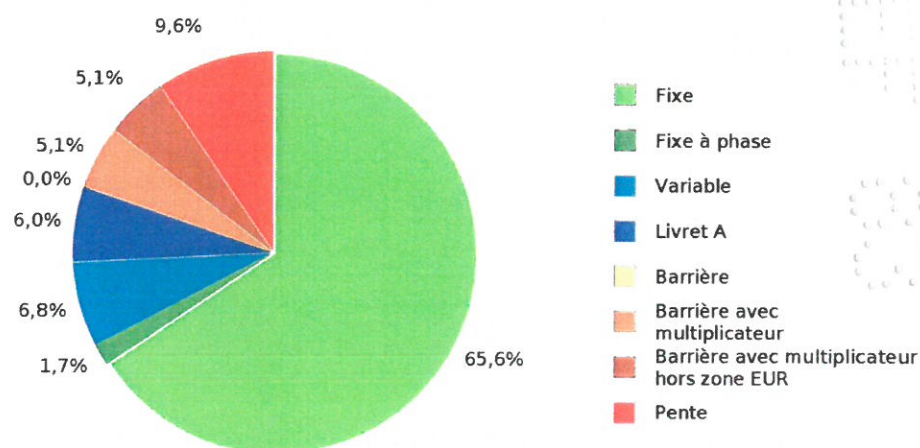
5-2- La dette par type de risque

La part de taux fixe dans l'encours de dette représente 67,37 %, cette forte proportion de taux fixes dans la dette garantit une bonne visibilité sur les frais financiers futurs dans un contexte de marché relativement instable.

La ville bénéficie par ailleurs d'un encours sur taux révisables (12,88 % de l'encours total) dont les taux bas constatés dans le contexte du marché actuel contribuent à améliorer le taux moyen de la dette.

Enfin, la part des taux structurés représente en 2015 19,75 % de l'encours total. Compte tenu du risque adossé à ces produits liés à la pente des taux, l'encours a été refinancé en totalité et figé en taux fixe en 2016. Deux contrats de prêts classés respectivement en 3^E et 4^e selon la Charte « Gissler » sont éligibles au fonds de soutien de l'Etat. Nous restons dans l'attente de l'aide financière définitive accordée suite à ces refinancements de dettes.

| TYPE | CAPITAL RESTANT DÛ | % D'EXPOSITION | TAUX MOYEN |
|---|-------------------------|----------------|---------------|
| Fixe | 85 594 917,25 € | 65,63 % | 4,17 % |
| Fixe à phase | 2 270 082,01 € | 1,74 % | 3,39 % |
| Variable | 8 914 919,62 € | 6,84 % | 0,52 % |
| Livret A | 7 878 487,85 € | 6,04 % | 3,73 % |
| Barrière | 50 819,00 € | 0,04 % | 5,09 % |
| Barrière avec multiplicateur | 6 591 695,58 € | 5,05 % | 4,65 % |
| Barrière avec multiplicateur hors zone EUR | 6 591 695,58 € | 5,05 % | 4,13 % |
| Pente | 12 525 494,15 € | 9,60 % | 4,01 % |
| Ensemble des risques | 130 418 111,34 € | 100,00% | 3,89 % |

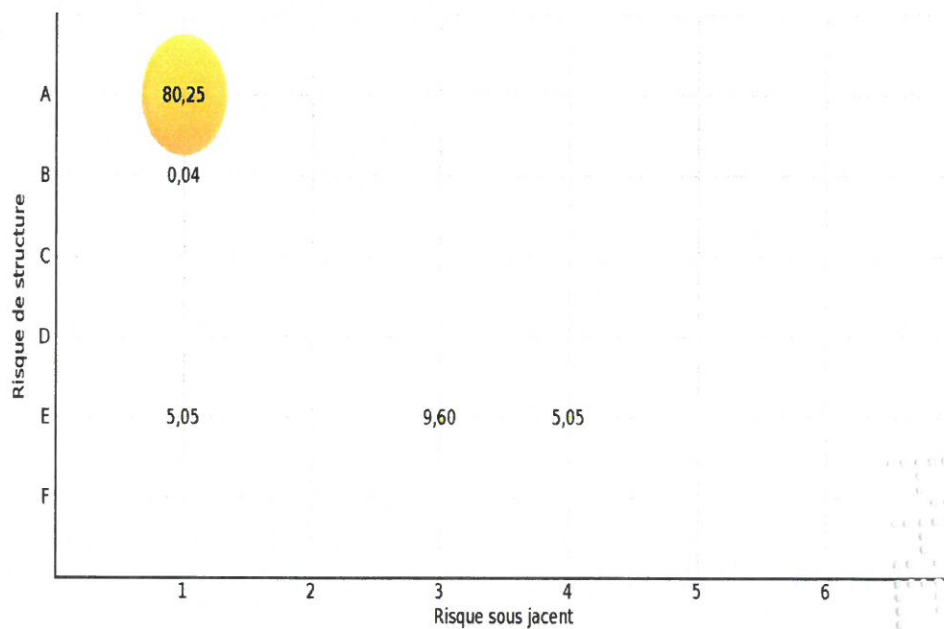


En application de la charte de bonne conduite visant à régir les rapports mutuels entre collectivités territoriales et établissements bancaires, une annexe jointe au document comptable permet de présenter l'encours de la collectivité en fonction de la classification par type de risque.

Cette annexe obligatoire donne une lisibilité sur la part des produits structurés présents dans l'encours ainsi qu'un état des lieux du niveau de risque.

- 80,25 % de l'encours total classé en 1A (taux fixe simple, taux variable simple...) 104 658 406 €
- 0,04 % de l'encours total classé en 1B (barrière simple sans levier) 50 819 €
- 5,05 % de l'encours classé en 1E (barrière avec multiplicateur) 6 591 696 €
- 9,60 % de l'encours classé en 3 E (produit de pente) 12 525 494 €
- 5,05 % de l'encours classé en 4E (barrière avec multiplicateur hors Zone EUR) 6 591 696 €

Le tableau ci-après présente en % cette classification des risques de l'encours de la collectivité fin 2015.



5-3- Suivi budgétaire : flux mensuel 2015

Le montant de l'annuité payée sur l'exercice 2015 en capital et intérêts s'élève à **15 028 387,29 €**.

Le tableau qui suit récapitule la part des échéances mensuelles réglées sur l'exercice budgétaire 2015.

| Echéance | Capital | Intérêts | Total |
|-----------|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| Janvier | 1 059 914,83 € | 771 399,59 € | 1 831 314,42 € |
| Février | 1 117 552,16 € | 639 439,76 € | 1 756 991,92 € |
| Mars | 1 033 246,10 € | 754 990,00 € | 1 788 236,10 € |
| Avril | 552 801,88 € | 1 087 364,77 € | 1 640 166,65 € |
| Mai | 789 180,07 € | 295 370,83 € | 1 084 550,90 € |
| Juin | 667 209,88 € | 216 900,08 € | 884 109,96 € |
| Juillet | 608 910,29 € | 157 227,27 € | 766 137,56 € |
| Août | 529 067,57 € | 215 594,68 € | 744 662,25 € |
| Septembre | 1 341 589,02 € | 630 365,52 € | 1 971 954,54 € |
| Octobre | 611 053,90 € | 260 252,88 € | 871 306,78 € |
| Novembre | 650 890,46 € | 308 738,55 € | 959 629,01 € |
| Décembre | 520 908,43 € | 208 418,77 € | 729 327,20 € |
| | 9 482 324,59 € | 5 546 062,70 € | 15 028 387,29 € |

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'avis favorable de la commission finances, ressources humaines, administration générale et moyens généraux réunie le 15 juin 2016 ;

Après avoir entendu l'exposé qui précède et délibéré à la MAJORITE des membres présents et représentés par 33 voix POUR et 10 voix CONTRE (M. MOUGIN, M. TOSELLO, Mme THOLLET-PAYSANT, M. CHARLIER DE VRAINVILLE, M. HOUOT, Mme CAUWEL, Mme THOLLET, Mme DE STEFANO, Mme PLANTAVIN et Mme SOLER).

APPROUVE le compte administratif 2015 présentant un résultat de clôture de 7 616 496,33 € soit

| | |
|-----------------------------------|-----------------------|
| -un excédent de fonctionnement de | 3 318 966,95 € |
| -un excédent d'investissement de | 4 297 529,38 € |

CONSTATE pour la comptabilité principale les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice, au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

RECONNAIT la sincérité des restes à réaliser de la section d'investissement comme suit :

| | |
|-------------------------------|-----------------------|
| -en dépenses d'investissement | 3 595 143,04 € |
| -en recettes d'investissement | 128 694,34 € |

ARRETE les résultats définitifs du compte administratif 2015 (cumul du résultat d'exécution, des reports de l'exercice n-1 et des restes à réaliser en n+1) de 4 150 047,63 € soit

| | |
|------------------------------------|-----------------------|
| - un excédent de fonctionnement de | 3 318 966,95 € |
| - un excédent d'investissement de | 831 080,68 € |

La présente délibération sera soumise au contrôle de légalité de la Préfecture du Var et publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

AINSI FAIT et DELIBERE à Fréjus, le 22 juin 2016 et ont signé les membres présents après lecture faite.

Date de la signature de l'acte :

Nom du signataire : Sonia LAUVARD

Fonction du signataire : Adjoint Délégué

« signé »



**COMPTE ADMINISTRATIF 2015
BUDGET VILLE**

RESULTAT DE L' EXERCICE

| | | Investissement | Fonctionnement | Total cumulé | |
|--------------------------------|--|---|--|--|---|
| RECETTES | Prévisions budgétaires totales A | 22 923 254,06 | 74 185 121,93 | 97 108 375,99 | |
| | Titres de recettes émis B | 9 708 005,89 | 84 038 960,84 | 93 746 966,73 | |
| | | Plus Op.Cess. | Plus Op.Cess.Art. 776 | | |
| | | 11 357 335,61 | 483 832,43 | | |
| | Excédent ant-reporté Z | 1 093 091,70 | 443 986,93 | | |
| | Rattachements C | | 2 775 392,26 | 2 775 392,26 | |
| | Total réalisations (Mds & Titr.) | 21 065 341,50 | 87 298 185,53 | 108 363 527,03 | |
| | Restes à réaliser D | 128 694,34 | - | 128 694,34 | |
| DEPENSES | Autorisations budgétaires totales E | 22 923 254,06 | 74 185 121,93 | 97 108 375,99 | |
| | Engagements F | | Sans Op.Cess. 675 & 676 73 065 869,90 | | |
| | Mandats émis G | 17 377 071,39 | 68 469 824,96 | | |
| | | Plus Op.Cess. | 483 832,43 | | |
| | Résultat ant-reporté Z | | Op.Cess. 675 & 676 11 357 335,61 | | |
| | | Rattachements H | | 4 596 044,94 | 4 596 044,94 |
| | | Total réalisations (Mds & Titr.) | 17 860 903,82 | Total Réal.avec Cess. 84 423 205,51 | Total Réal.avec Cess. 102 284 109,33 |
| I = F - G | Dépenses engagées non mandatées | 3 595 143,04 | - | 3 595 143,04 | |
| J = F - G - H | Dépenses engagées non rattachées & non mandatées | | | | |
| RESULTAT DE L' EXERCICE | Solde d' exécution (B + C - G - H) Excéd.av Résult. (G + H - B - C) Déficit av Résult. | 4 297 529,38 | 3 318 966,95 | | |
| | Solde des restes à réaliser D - (I + J) Excédent (I + J) - D Déficit | 3 466 448,70 | | | |
| | RESULTAT CUMULE | Excédent Déficit | 831 080,68 | 3 318 966,95 | |

RESULTAT D' EXECUTION DU BUDGET

(Hors restes à réaliser)

| | Résultat à la clôture de l' Exercice précédent modifié (1) | Part affectée à l' Investissement (2) | Solde à l' exécution (3) | Résultat de clôture |
|----------------|--|---|----------------------------|---------------------------------|
| Investissement | 1 093 091,70 | | 3 204 437,68 | 4 297 529,38 = (1 + 3) |
| Fonctionnement | 443 986,93 | | 2 874 980,02 | 3 318 966,95 = (1 - 2) + 3 |
| TOTAL | | | | |

| | | |
|---|--|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | | R |
| VUE D'ENSEMBLE | | A1 |

EXECUTION DU BUDGET

| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | DÉPENSES | | RECETTES |
|--|---------------------------|-----------------------|---------------|
| | Section de fonctionnement | 84 423 205,51 | 87 298 185,53 |
| Section d'investissement | 17 860 903,82 | 21 085 341,50 | |
| + | | + | |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section de | | 443 986,93 |
| | Report en section | | 1 093 091,70 |
| = | | = | |
| TOTAL (réalisations + reports) | 102 284 109,33 | 109 900 605,66 | |

| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1) | DÉPENSES | | RECETTES |
|--|---------------------------|-------------------|------------|
| | Section de fonctionnement | | |
| | Section d'investissement | 3 595 143,04 | 128 694,34 |
| TOTAL DES RESTES à réaliser à reporter en N+1 | 3 595 143,04 | 128 694,34 | |

| RESULTAT CUMULE | DÉPENSES | | RECETTES |
|---------------------|---------------------------|-----------------------|---------------|
| | Section de fonctionnement | 84 423 205,51 | 87 742 172,46 |
| | Section d'investissement | 21 456 046,85 | 22 287 127,54 |
| TOTAL CUMULE | 105 879 252,37 | 110 029 300,00 | |

DETAIL DES RESTES A REALISER

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|--|--|---------------------------------|--------------------------|
| TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | | |
| TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | 3 595 143,04 | 128 694,34 |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | | 121 004,84 |
| 1321 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX | | 99 204,84 |
| 1328 | AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES | | 21 800,00 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 782,00 | 7 689,50 |
| 165 | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS | 782,00 | 7 689,50 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 55 706,32 | |
| 2051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | 55 706,32 | |
| 204 | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES | 430 345,59 | |
| 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 430 345,59 | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 338 782,25 | |
| 2111 | TERRAINS NUS | 92 990,00 | |
| 2121 | PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES | 3 050,20 | |
| 21311 | HOTEL DE VILLE | 3 677,22 | |
| 2138 | AUTRES CONSTRUCTIONS | 27 626,40 | |
| 21533 | RESEAUX CABLES | 7 182,00 | |
| 21588 | AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFENSE CIVILE | 3 772,42 | |
| 21578 | AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE | 33 991,60 | |
| 2158 | INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES | 30 972,24 | |
| 2182 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT | 95 041,00 | |
| 2183 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE | 2 296,80 | |
| 2184 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER | 23 073,49 | |
| 2188 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES | 15 078,88 | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 2 343 249,89 | |
| 2313 | IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS | 604 218,80 | |
| 2315 | IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES | 1 671 969,09 | |
| 2316 | IMMOBILISATIONS EN COURS RESTAURATION DES COLLECTIONS ET OEUVRES D ART | 56 880,00 | |
| 2318 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS | 10 182,00 | |
| | Opérations d'équipement | 313 794,99 | |
| 20 | RESTAUR AMPHITHEATRE ROM. | 94 909,68 | |
| 26 | AMENAGEMENT DU QUARTIER DE PORT FREJUS NORD | 34 828,51 | |
| 28 | MISE EN SECURITE REYRAN CANALISE | 60 240,00 | |
| 29 | OUVRAGES DE PROTECTION DE LA ZONE ECONOMIQUE DE LA PALUD | 123 716,80 | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | 112 500,00 | |
| 261 | TITRES DE PARTICIPATION | 112 500,00 | |
| | Opérations pour compte de tiers | | |

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être établi conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

| | |
|---------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES | A2 |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|-------|---|------------------------------------|--|---------------------|-------------------------------|-----------------------|
| | | | Mandats émis | Charg. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 17 290 229,83 | 15 155 316,77 | 1 794 896,25 | | 340 016,81 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 42 590 100,00 | 42 199 862,35 | 2 042,69 | | 388 394,96 |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | 1 520 521,00 | 1 238 060,98 | 282 353,63 | | 106,39 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 5 633 893,00 | 5 444 335,31 | 66 830,52 | | 123 027,17 |
| 656 | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS | | | | | |
| | Total des dépenses de gestion courante | 67 034 843,83 | 64 037 375,41 | 2 145 923,09 | | 851 645,43 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 5 481 834,00 | 2 785 895,85 | 2 450 121,85 | | 245 816,30 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 483 104,00 | 461 221,68 | | | 21 882,32 |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (1) | | | | | |
| 022 | DEPENSES IMPREVUES | | | | | |
| | Total des dépenses réelles de fonctionnement | 72 999 881,83 | 67 284 992,94 | 4 596 044,94 | | 1 119 244,05 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (2) | | | | | |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (2) | 1 185 240,00 | 12 542 567,63 | | | -11 357 327,63 |
| 043 | OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (2) | | | | | |
| | Total des dépenses d'ordre de fonctionnement | 1 185 240,00 | 12 542 567,63 | | | -11 357 327,63 |
| | TOTAL | 74 185 121,83 | 79 827 160,57 | 4 596 044,94 | | -10 238 083,58 |

Pour information

D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1 (3)

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|-------|---|------------------------------------|--|---------------------|-------------------------------|-----------------------|
| | | | Titres émis | Prod rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 1 803 813,00 | 1 978 897,54 | | | -175 084,54 |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 3 300 000,00 | 3 067 144,47 | 176 759,46 | | 56 096,05 |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 52 176 600,00 | 52 378 453,11 | 1 099 571,66 | | -1 301 424,79 |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 14 550 113,00 | 14 152 663,59 | 1 307 944,53 | | -910 495,12 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 1 159 450,00 | 1 145 362,52 | 22 500,00 | | -8 412,52 |
| | Total des recettes de gestion courante | 72 989 976,00 | 72 722 521,23 | 2 606 775,69 | | -2 339 320,92 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | | 718,20 | | | -718,20 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 751 159,00 | 11 315 721,41 | 168 616,57 | | -10 235 178,98 |
| 78 | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (1) | | | | | |
| | Total des recettes réelles de fonctionnement | 73 741 135,00 | 84 038 960,84 | 2 775 392,26 | | -13 073 218,10 |
| 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (2) | | 483 832,43 | | | -483 832,43 |
| 043 | OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (2) | | | | | |
| | Total des recettes d'ordre de fonctionnement | | 483 832,43 | | | -483 832,43 |
| | TOTAL | 73 741 135,00 | 84 522 793,27 | 2 775 392,26 | | -13 557 050,63 |

Pour information

R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1 (3)

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandats ou de titre (inscrire le montant reporté)

| | | |
|--------------------------------------|--|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | | II |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES | | A3 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|------------------|--|------------------------------------|----------------------|-------------------------------|---------------------|
| 010 | STOCKS (3) | | | | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204) | 210 801,82 | 94 066,22 | 55 708,32 | 61 027,28 |
| 204 | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES | 468 400,00 | 8 642,00 | 430 345,59 | 29 412,41 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 3 394 572,62 | 2 536 146,08 | 338 762,25 | 519 854,29 |
| 22 | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (4) | | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 7 273 296,07 | 3 776 515,25 | 2 343 249,89 | 1 151 530,93 |
| | Total des opérations d'équipement | 1 224 327,55 | 795 289,22 | 313 794,99 | 114 243,34 |
| | Total des dépenses d'équipement | 12 571 398,06 | 7 213 658,77 | 3 481 861,04 | 1 875 878,25 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 163 254,00 | 163 254,00 | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | 399 400,00 | 399 327,96 | | 72,02 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 9 564 202,00 | 9 488 330,64 | 762,00 | 75 089,36 |
| 18 | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (5) | | | | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | 225 000,00 | 112 500,00 | 112 500,00 | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| 020 | DEPENSES IMPREVUES | | | | |
| | Total des dépenses financières | 10 351 856,00 | 10 163 412,62 | 113 282,00 | 75 161,38 |
| 45. | Total des op. pour compte de tiers (6) | | | | |
| | Total des dépenses réelles d'investissement | 22 923 254,06 | 17 377 071,39 | 3 595 143,04 | 1 951 039,63 |
| 040 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (1) | | 483 832,43 | | -483 832,43 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES (1) | | | | |
| | Total des dépenses d'ordre d'investissement | | 483 832,43 | | -483 832,43 |
| | TOTAL | 22 923 254,06 | 17 860 903,82 | 3 595 143,04 | 1 467 207,20 |
| Pour information | | | | | |
| D001 | Solde d'exécution négatif reporté de N-1 (2) | | | | |

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|------------------|--|------------------------------------|----------------------|-------------------------------|-----------------------|
| 010 | STOCKS (3) | | | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | 1 726 097,25 | 1 718 403,91 | 121 004,84 | -113 311,50 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165) | 7 500 000,00 | 5 003 000,00 | | 2 500 000,00 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204) | | | | |
| 204 | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES | | | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| 22 | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (4) | | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | | |
| | Total des recettes d'équipement | 9 226 097,25 | 6 718 403,91 | 121 004,84 | 2 386 688,50 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068) | 1 750 058,61 | 1 802 567,21 | | -52 508,60 |
| 1068 | EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES (7) | | | | |
| 138 | Autres subv. d'investissement non transférées | | | | |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 17 689,50 | 1 802,75 | 7 689,50 | 8 197,25 |
| 18 | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS | | | | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | | | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| 024 | PRODUITS DES CESSIONS | 9 651 077,00 | | | |
| | Total des recettes financières | 11 418 825,11 | 1 804 369,96 | 7 689,50 | -44 311,35 |
| 45. | Total des op. pour compte de tiers (6) | | | | |
| | Total des recettes réelles d'investissement | 20 644 922,36 | 8 522 773,87 | 128 694,34 | 2 342 377,15 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (1) | | | | |
| 040 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (1) | 1 185 240,00 | 12 542 567,63 | | -11 357 327,63 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES (1) | | | | |
| | Total des recettes d'ordre d'investissement | 1 185 240,00 | 12 542 567,63 | | -11 357 327,63 |
| | TOTAL | 21 830 162,36 | 21 065 341,50 | 128 694,34 | -9 014 950,48 |
| Pour information | | | | | |
| R001 | Solde d'exécution positif reporté de N-1 (2) | 1 093 091,70 | | | |

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandats ou de titres (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (ouajement, ZAC) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'imputation de ces travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A5).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

| | | |
|--------------------------------------|--|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | | 31 |
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | | B1 |

1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| FONCTIONNEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|--|------------------------|------------------------|----------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 16 950 213,02 | | 16 950 213,02 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 42 201 705,04 | | 42 201 705,04 |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | 1 520 414,61 | | 1 520 414,61 |
| 60 | ACHATS ET VARIATION DES STOCKS (3) | | | |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 5 510 965,83 | | 5 510 965,83 |
| | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS (4) | | | |
| 656 | | | | |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 5 236 117,70 | | 5 236 117,70 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 461 221,68 | 11 357 335,61 | 11 816 557,29 |
| | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | | | |
| 68 | | | 1 185 232,02 | 1 185 232,02 |
| 71 | PRODUCTION STOCKEE (3) | | | |
| Dépenses de fonctionnement - Total | | 71 880 637,88 | 12 542 567,63 | 84 423 205,51 |

Pour information
D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1

| INVESTISSEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|--|------------------------|------------------------|----------------------|
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 163 254,00 | | 163 254,00 |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | 399 327,98 | | 399 327,98 |
| 15 | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5) | | | |
| | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire) | 9 488 330,64 | | 9 488 330,64 |
| 16 | | | | |
| 18 | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS | | | |
| | Total des opérations d'équipement | 796 289,22 | | 796 289,22 |
| | DIFFERENCES SUR REALISATIONS | | | |
| 19 | D'IMMOBILISATIONS (5) | | 483 832,43 | 483 832,43 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(6) | 94 066,22 | | 94 066,22 |
| 204 | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES | 8 642,00 | | 8 642,00 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6) | 2 536 146,08 | | 2 536 146,08 |
| 22 | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6) | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS (6) | 3 778 515,25 | | 3 778 515,25 |
| | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | 112 500,00 | | 112 500,00 |
| 26 | | | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | |
| 28 | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS | | | |
| | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (5) | | | |
| 29 | | | | |
| | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN-COURS (5) | | | |
| 39 | | | | |
| 45... | Total des opérations pour compte de tiers (7) | | | |
| | CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES | | | |
| 461 | | | | |
| | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS (5) | | | |
| 49 | | | | |
| | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS (5) | | | |
| 59 | | | | |
| 3... | Stocke | | | |
| Dépenses d'investissement - Total | | 17 377 071,39 | 483 832,43 | 17 860 903,82 |

Pour information
D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires
(2) Voir liste des opérations d'ordre
(3) Parmi de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement »
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A5)
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé quelle qu'elle soit
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'amortissement de tels travaux effectués sur un exercice antérieur

| | | |
|--------------------------------------|--|----|
| II - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU BUDGET | | B |
| BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET | | B2 |

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| FONCTIONNEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|------------------------------------|--|------------------------|------------------------|---------------|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 1 978 897,54 | | 1 978 897,54 |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 3 243 903,95 | | 3 243 903,95 |
| 71 | PRODUCTION STOCKÉE (OU DESTOCKAGE) | | | |
| 72 | TRAVAUX EN RÉGIE | | | |
| 73 | IMPÔTS ET TAXES | 53 478 024,79 | | 53 478 024,79 |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 15 460 608,12 | | 15 460 608,12 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 1 167 862,52 | | 1 167 862,52 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | 718,20 | | 718,20 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 11 464 337,98 | 483 832,43 | 11 968 170,41 |
| 78 | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | | |
| 79 | TRANSFERTS DE CHARGES | | | |
| Recettes de fonctionnement - Total | | 86 614 353,10 | 483 832,43 | 87 298 185,53 |

| | | | | |
|--|--|--|--|------------|
| Pour information | | | | |
| R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1 | | | | 443 886,93 |

| INVESTISSEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|-----------------------------------|---|------------------------|------------------------|---------------|
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES (sauf 1068) | 1 802 567,21 | | 1 802 567,21 |
| 1068 | EXCÉDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISÉS | | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | 1 718 403,81 | | 1 718 403,81 |
| 15 | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (4) | | 65 000,00 | 65 000,00 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES (sauf 1688 non budgétaire) | 5 001 802,75 | | 5 001 802,75 |
| 18 | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS DIFFÉRENCES SUR RÉALISATIONS | | (8) | |
| 19 | D'IMMOBILISATIONS | | 9 769 591,51 | 9 769 591,51 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(5) | | | |
| 204 | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES | | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (5) | | 1 587 744,10 | 1 587 744,10 |
| 22 | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (5) | | (9) | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS (5) | | | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES A DES PARTICIPATIONS | | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | |
| 28 | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS | | 1 114 999,07 | 1 114 999,07 |
| 29 | PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS (4) | | | |
| 45 | Opérations pour compte de tiers (7) | | | |
| 481 | CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES | | 5 232,95 | 5 232,95 |
| 49 | PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES COMPTES DE TIERS (4) | | | |
| 59 | PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES COMPTES FINANCIERS (4) | | | |
| 3... | Stocks | | | |
| Recettes d'investissement - Total | | 8 522 773,87 | 12 542 567,63 | 21 065 341,50 |

| | | | | |
|---|--|--|--|------------|
| Pour information | | | | |
| R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1 | | | | 093 011,70 |

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV AS).
(7) À servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnel ou elle ou qu'il crée.
(8) En dépenses, le chapitre 22 retracer les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retracer le cas échéant l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.